

# Jeu des chaises – Immigration forcée/Empreinte écologique

## Etape 1 : répartition population

### Déroulement

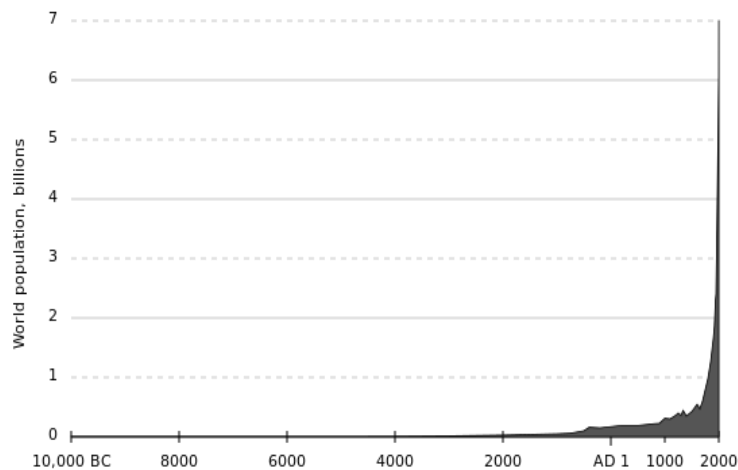
Inviter les participant.e.s à faire le tour de la pièce et lire les répartitions de pays. Il y a 6 affichettes (regroupement par zone plutôt que par continent permet de montrer une homogénéité économique (PIB par habitant), géographique et politique).

Expliquer au groupe qu'ensemble, ils-elles représentent la population mondiale. Préciser le nombre d'habitant-e-s que chaque participant-e représente. Les inviter à se répartir. Une fois la répartition faite, leur demander ce qui les surprend. Faire la correction à l'aide du tableau.

Qu'observe-t-on dans la répartition spontanée? Sous-estimation de la population asiatique et surestimation des populations africaine et occidentale? Pour quelles raisons ?

### Pistes théoriques

Il est utile de rappeler que sur l'histoire de l'Humanité, l'explosion démographique n'a réellement commencé qu'en 1000 ACN.



Croissance démographique sur base des estimations les plus basses<sup>1</sup>.

Pays les plus peuplés<sup>2</sup>:

- Asie : Chine (1 381 943 057) et Inde (1 331 787 890) – Indonésie (262 323 733)
- Amérique du Nord : USA (325 270 439)
- Amérique du Sud : Brésil (207 096 196)
- Europe : UE (510 056 011) à titre indicatif – Allemagne (82 800 000)
- Maghreb/moyen Orient : Egypte (90 416 900)
- Proche-Orient : Turquie (78 741 053) et Iran (80 945 718)

<sup>1</sup> <https://www.census.gov/population/international/>

<sup>2</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste\\_des\\_pays\\_par\\_population](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_population) (chiffres 2016)

A noter : proportion hommes/femmes dans le monde ? 101.50/100 (H/F)<sup>3</sup>. Il manque plus de 100 millions de femmes et filles.

On assiste à une surreprésentation culturelle de la population occidentale pourtant minoritaire. A travers les médias, la publicité, la représentation d'individus blancs reste largement majoritaire. A tel point que même des individus d'une autre couleur de peau peuvent être amenés à trouver le blanc comme la norme.

La démographie subsaharienne est en hausse et l'idéal de la famille nombreuse est toujours bien présent. Actuellement, la population africaine croît de 2,5 % par an, pour une moyenne mondiale de 1,2 %. Si l'Amérique latine et l'Asie suivent cette dernière tendance, l'Amérique du Nord croît plus faiblement encore (0,4 %), tandis que l'Europe est quasi stationnaire. Dans le grand mouvement de la transition démographique (qui voit la mortalité et la natalité baisser simultanément), l'Afrique resterait donc en retrait. Mais s'agit-il d'un simple retard ? En effet, il arrive fréquemment que, au cours de la transition, la mortalité diminue avant la fécondité. S'ouvre alors une phase de forte croissance démographique, que l'on peut considérer comme une période instable de la transition. Plus cette période dure, plus la population augmente<sup>4</sup>. Par ailleurs, la densité de population basse sur le continent africain est basse (Nigéria et Ouganda font exception)

De nombreuses études attestent d'une corrélation directe entre le niveau d'éducation des femmes et le nombre d'enfants (ainsi que l'âge) qu'elles auront. Les chercheurs affirment donc que l'éducation constitue le meilleur contraceptif et qu'il est donc recommandé d'investir dans l'enseignement public.<sup>5</sup>

Le problème réside dans la situation de surendettement public dans laquelle se trouvent une majorité de pays dits en voie de développement. Suite à cet endettement, pointé du doigt comme étant illégitime et odieux par l'ONG spécialisée dans la question de la dette, le CADTM, les pays suivent les recommandations d'ajustements structurels dictées par le FMI et la banque mondiale. Ces mesures d'austérité ne font qu'appauvrir les populations en pompant les fonds publics censés financer les services de soins et d'éducation. Face à ce constat, les associations et spécialistes de la question recommandent de répudier ces dettes illégitimes et de mettre place des politiques humaines pour sortir du paradigme néo-colonialiste encore d'application.<sup>6</sup>

Concernant les politiques de contrôle des naissances, il est important de noter que certains recommandent de considérer ces politiques interventionnistes malthusiennes<sup>7</sup> avec des pincettes. En effet, ces derniers dénoncent qu'en pointant les foyers de population (asiatiques et africains) comme responsables d'une surpopulation actuelle ou à venir, on détourne l'attention d'une problématique plus impactante, à savoir le mode de vie consumériste reposant sur une mondialisation extractiviste qui se fait aux dépens des populations et de l'environnement.

"Human overpopulation occurs when the ecological footprint of a human population in a specific geographical location exceeds the carrying capacity of the place occupied by that group.

---

<sup>3</sup> <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2018.html>

<sup>4</sup> <https://www.monde-diplomatique.fr/2015/11/LERIDON/54200>

<sup>5</sup> [http://www.prb.org/pdf/IsEducat-Contracept\\_Eng.pdf](http://www.prb.org/pdf/IsEducat-Contracept_Eng.pdf)

<sup>6</sup> [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)

<sup>7</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Thomas\\_Malthus](https://fr.wikipedia.org/wiki/Thomas_Malthus)

Overpopulation can further be viewed, in a long term perspective, as existing when a population cannot be maintained given the rapid depletion of non-renewable resources or given the degradation of the capacity of the environment to give support to the population.”<sup>8</sup>

## **Etape 2 : répartition de la richesse**

### Déroulement

Expliquer aux participant.e.s que l'ensemble des chaises représente la richesse totale en PIB (environ 75 000 milliards de dollars (ou 75 trilliards). Chaque chaise équivaut à ..... milliards de dollars Cela dépendra du nombre de participant.e.s et donc de chaises (voir tableau). (A titre indicatif : 1 Dollar= 0.88 cents euros). La répartition surprend-t-elle les participant.e.s ?

### Pistes théoriques

La richesse est représentée par l'indicateur PIB. Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur économique très utilisé, qui mesure le niveau de production d'un pays. Il est défini comme la valeur totale de la production interne de biens et services dans un pays donné au cours d'une année donnée par les agents résidents à l'intérieur du territoire national.<sup>9</sup> C'est aussi la mesure du revenu provenant de la production dans un pays donné. On parle parfois de production économique annuelle ou simplement de production. Sa croissance est considérée comme une mesure de la santé économique d'un pays.

Que ce soit par son évolution ou par son ratio par habitant, le produit intérieur brut n'est qu'une mesure globale, une moyenne. Il ne permet d'appréhender ni les inégalités sociales ni leur évolution. On peut très bien avoir un PIB moyen qui augmente alors que les revenus (qu'il est censé mesurer) diminuent pour une majorité de la population et augmentent fortement pour une minorité, ce qui renforce les inégalités.

Le calcul du PIB s'appuie sur la comptabilité nationale, donc sur ce qui est déclaré à l'Etat. De ce fait, il ne prend pas en compte :

- le travail non rémunéré, celui que l'on fait pour soi-même (le travail domestique par exemple)
- le bénévolat,
- ce que l'on produit pour soi-même (son verger, son potager,...) encore appelée l'autoconsommation.
- la production encaissée en liquide et non déclarée,
- le travail "au noir",
- les activités illégales...

Le que le PIB n'intègre pas du fait qu'il ne mesure que des flux annuels de production et non un patrimoine :

---

<sup>8</sup> [https://en.wikipedia.org/wiki/Human\\_overpopulation#cite\\_note-1](https://en.wikipedia.org/wiki/Human_overpopulation#cite_note-1)

<sup>9</sup> <http://www.jobintree.com/dictionnaire/definition-pib-104.html>

- les dégâts causés à l'environnement,
- les richesses naturelles ou leur épuisement,
- l'impact d'une catastrophe naturelle, d'une guerre...
- Le PIB ignore aussi ce qui est qualitatif, comme le bien-être, les loisirs, la sécurité, le niveau d'éducation, la liberté...

Etant avant tout une mesure comptable, le Produit intérieur brut ne peut prétendre mesurer le bien-être et encore moins le bonheur. D'ailleurs le PIB aura tendance à grimper avec les guerres et les catastrophes naturelles, ne comptant compte que de l'activité économique liée aux armes, aux travaux de reconstructions, aux transports, etc. C'est la raison pour laquelle commencent à apparaître de nouveaux indicateurs comme l'IDH (indice de développement humain) qui tentent de mieux appréhender le bien-être social. (PIB + scolarisation + espérance de vie)

Prenons l'exemple du Bhoutan, premier pays du monde à articuler sa politique autour du Bonheur National Brut (BNB) depuis 1972<sup>10</sup>. Ce dernier s'articule sur 4 piliers fondamentaux : la conservation de la nature, la promotion culturelle, un développement d'une économie soutenable et une bonne gouvernance. En pratique, cela se traduit par un enseignement mettant sur un même pied d'égalité, en termes de poids horaire, les matières académiques et les compétences de la vie de tous les jours : maraîchage biologique, recyclage, ...<sup>11</sup>

Les inégalités mondiales ont bondi depuis les années 80 et se sont stabilisées à un niveau élevé entre pays du Nord et du Sud. On observe une tendance à la réduction depuis 2000 mais cela est loin d'être uniforme, et c'est principalement dû à la croissance des BRICS (= 41% de la population globale). EX: Afrique Subsaharienne a un taux de croissance proche des 5% depuis 2004 et pourtant, c'est la seule région où le nombre de personnes extrêmement pauvres a augmenté depuis trente ans.<sup>12</sup>

En 2014, les 1 % les plus riches détenaient 48% des richesses mondiales, laissant 52% aux 99% restants. Cet écart incroyable s'explique par la concentration de richesses au sein des mains d'une élite de milliardaires. En janvier 2014, Oxfam a calculé qu'en 2013, 85 personnes possédaient le même niveau de richesses que la moitié la plus pauvre de la population, un chiffre diffusé dans le monde entier en raison des inégalités extrêmes qu'il illustre.<sup>13</sup>

### **Etape 3 : Empreinte écologique**

#### Déroulement

Rappeler aux participant.e.s la définition de l'empreinte écologique. Réfléchir ensemble à ce dont on a besoin au quotidien pour satisfaire à nos modes de vie.

Proposer de répartir dans chaque région les papiers verts qui symbolisent l'empreinte écologique.

Demander ce qui les surprend. Expliquer ensuite que nous sommes en dette écologique par rapport

<sup>10</sup> <http://info.arte.tv/fr/bhoutan-au-pays-du-bonheur-national-brut>

<sup>11</sup> Débat à creuser avec cet article : <http://www.cairn.info/revue-projet-2012-6-page-44.htm>

<sup>12</sup> Giraud, 2012.

<sup>13</sup> Oxfam "Insatiable richesse, toujours plus pour ceux qui ont déjà tout", janvier 2015

à notre planète et qu'il faut enlever les papiers excédents (voir dernière colonne du tableau).

Attention ! Les chiffres en rouge ont été arrondis à la baisse pour éviter d'avoir un total supérieur au nombre de participants.

Le nombre de papiers pour l'équilibre se calcule sur base d'une empreinte écologique mondiale d'1,6 planètes. Ce chiffre est sans doute légèrement sous-estimé par rapport à la situation actuelle car les données datent de 2012.

### Pistes théoriques

#### Définition de l'empreinte écologique<sup>14</sup>

*“L'empreinte écologique est un outil développé par le Global Footprint Network qui permet de mesurer la pression qu'exerce l'homme sur la nature. L'empreinte écologique mesure la quantité de surface terrestre bioproductive nécessaire pour produire les biens et services que nous consommons et absorber les déchets que nous produisons.*

*Imaginez que vous êtes un Robinson Crusoë isolé sur une île déserte : quelle devrait être la taille de votre île (terre, lagon et mer accessible compris) pour vous permettre de vivre en autarcie de façon durable et répondre à vos besoins en nourriture, chauffage, matériaux de construction, air pur, eau potable, absorption de déchets ?*

*Cette surface représente l'empreinte écologique de notre Robinson Crusoë. On comprend intuitivement que si le mode de vie de notre naufragé exerce une pression trop forte sur son île (s'il fait par exemple des grands feux de camp tous les soirs pour tromper sa solitude), c'est-à-dire si son empreinte écologique est supérieure à la taille de son île, sa survie risque d'être compromise à plus ou moins long terme...*

*Grâce à cet outil, nous sommes capables de quantifier la durabilité : nous pouvons évaluer la quantité existante de sols et d'espaces marins « bio-productifs » sur la Terre (la superficie capable de nous fournir en nourriture, carburant ou poisson, par exemple), et par conséquent calculer ce que serait un « juste partage » des ressources pour chaque être humain.*

*Nous sommes également capables de calculer grâce à cet outil la quantité de ressources naturelles consommée par différents pays, personnes ou entreprise, et ainsi évaluer si leur consommation rentre à l'intérieur de ce "juste" partage. Il y a environ 12 milliards d'hectares de sols et d'espaces marins bio-productifs – ce qui correspond environ à une allocation de 2 hectares par être humain. Pourtant, le mode de vie d'un Américain moyen requiert environ 10 hectares bio-productifs.*

*En d'autres mots, si chacun avait le même mode de vie qu'un Américain moyen, la population mondiale aurait besoin de 5 planètes bio-productives afin de nourrir, habiller et héberger chacun d'entre nous.”*

L'Empreinte écologique se compose donc des éléments suivants :

- la consommation de ressources renouvelables (consommation de produits issus de

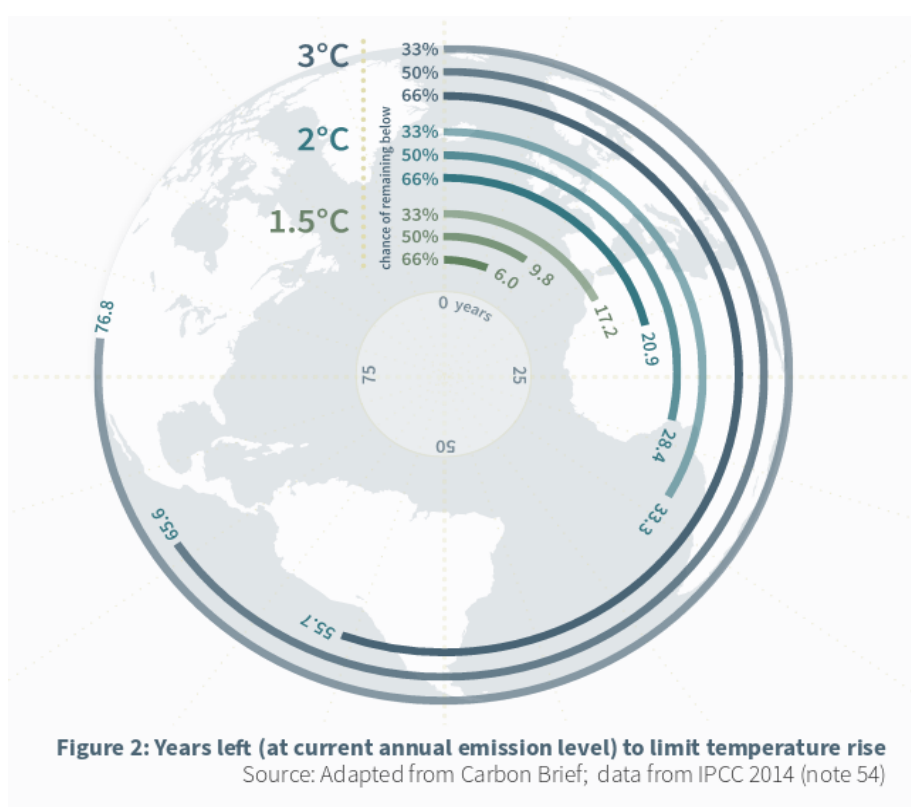
---

<sup>14</sup> Définition de WWF,

[http://wwf.panda.org/fr/wwf\\_action\\_themes/modes\\_de\\_vie\\_durable/empreinte\\_ecologique/](http://wwf.panda.org/fr/wwf_action_themes/modes_de_vie_durable/empreinte_ecologique/)

l'agriculture, de l'élevage, des forêts et de la pêche) ;

- l'occupation des sols par les infrastructures. La méthode appliquée part du principe que les infrastructures sont en général construites sur des surfaces agricoles et le facteur d'équivalence appliqué pour calculer leur part dans l'Empreinte est donc celle des surfaces agricoles ;
- les émissions de CO<sub>2</sub>. On estime à cet effet la surface nécessaire pour absorber le CO<sub>2</sub> émis en se basant sur le taux moyen d'absorption des forêts du monde donné par le GIEC.



Liste des pays ayant l'empreinte écologique par habitant la plus élevée et le nombre de planètes que cela représenterait si toute la population mondiale faisait de même<sup>15</sup> :

Position	Pays	EE (gha/hab)	Nb de planètes équivalentes
1	Luxembourg	15,8	9,62
2	Quatar	10,8	6,57
3	Australie	9,3	5,66
4	Canada, USA	8,2	4,99
5	Koweït	8,1	4,93
6	Singapour	8,0	4,87

<sup>15</sup> Sur base des chiffres calculés en 2016 par le Global Footprint Network <http://www.footprintnetwork.org/>

7	Emirats Arabes Unis	7,9	4,81
8	Belgique	7,4	4,50
9	Suède	7,3	4,44

Pourquoi une valeur aussi élevée pour le Luxembourg? La méthode pour calculer l’empreinte écologique d’un pays se réfère à un espace politique national et aux statistiques commerciales y relatives. Outre les résultats relatifs à l’empreinte des résidents, l’empreinte nationale du Grand-Duché de Luxembourg est donc également influencée par la consommation des frontaliers et par la vente de carburants aux non-résidents.

L’empreinte liée à l’alimentation (3,48 hag/hab.) dépasse largement la biocapacité des terres arables et des pâturages du pays (0,83 hag/hab.). La somme de l’empreinte alimentaire et du logement (4,75 hag/hab.) dépasse également la biocapacité mondiale disponible par habitant (1,78 hag/hab.). Il est évident que l’empreinte écologique du Luxembourg indique un sérieux dépassement par rapport aux ressources que la planète nous met à disposition.<sup>16</sup>

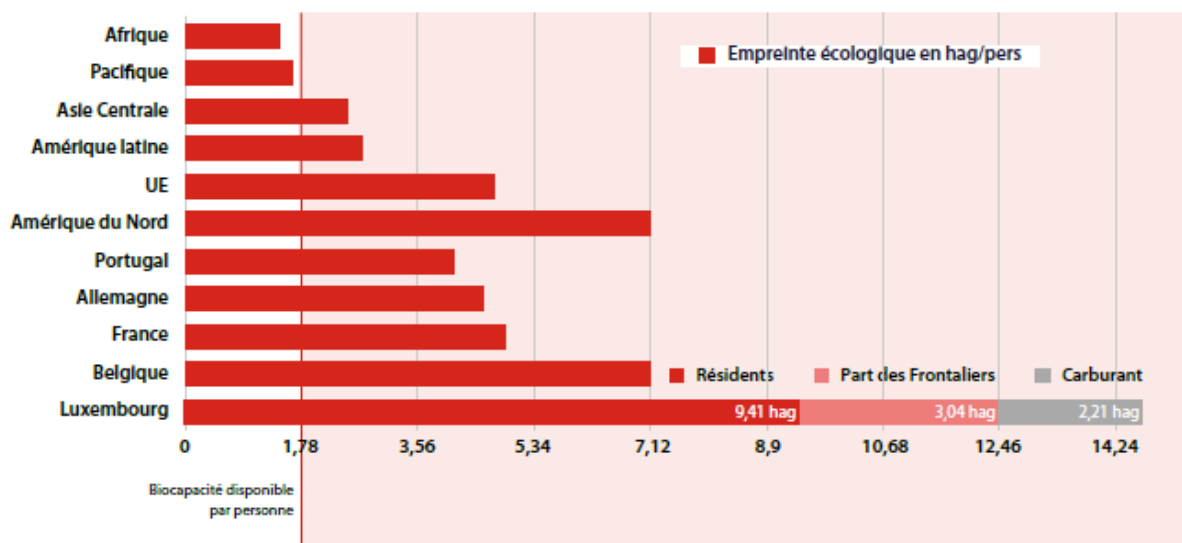
A noter qu’il s’agit là des chiffres de 2008 d’où la différence des valeurs, entre 14,7 et 15,8 qu’on a calculé en 2016.

Empreinte écologique nationale du Luxembourg en hag	Logement	Alimentation	Transport routier et mobilité	Produits non alimentaires et Services	Total	Total par habitant
Infrastructures	280.885	-	-	-	280.885	0,6
CO <sub>2</sub> (Surface absorption du carbone)	339.964	485.587	1.623.707	2.610.583	5.059.841	10,4
Terres arables, jardins	-	677.788	-	-	677.788	1,4
Pâturages	-	431.299	-	-	431.299	0,9
Forêts	-	-	-	586.213	586.213	1,2
Eaux douces	-	99.046	-	-	99.046	0,2
<b>Total</b>	<b>620.849</b>	<b>1.693.720</b>	<b>1.623.707</b>	<b>3.196.796</b>	<b>7.135.072</b>	<b>14,7</b>
<b>Total par habitant</b>	<b>1,27</b>	<b>3,48</b>	<b>3,33</b>	<b>6,56</b>	<b>14,7</b>	

Décomposition de l’Empreinte écologique du Luxembourg

<sup>16</sup> Analyse de myfootprint.lu <http://www.myfootprint.lu/empreinte-ecologique-de-luxembourg/empreinte-ecologique-du-luxembourg.php>

Comparaison de l'Empreinte écologique du Luxembourg, 2008



Le cas de la Belgique<sup>17</sup> :

La Belgique fait donc partie des mauvais élèves, ce qui s'explique en partie par le fait que la surface bâtie y est sept fois supérieure à la moyenne mondiale, mais pas seulement.

Concrètement, "les bâtiments belges sont très mal isolés, il y a très peu d'énergies renouvelables, le transport routier est très dense et la politique des voitures de société n'incite pas à l'utilisation des transports en commun", résume Frank Hollander du WWF.

En Belgique, certaines pistes sont avancées par le Fonds pour réduire l'empreinte écologique. Chaque citoyen.ne peut y travailler, souligne encore Frank Hollander. Au niveau individuel, "consommer moins et mieux" serait déjà une bonne base. "Le Belge pourrait notamment consommer moins de viande, puisque sa production a une empreinte assez importante, mais il pourrait aussi mieux s'informer sur les écolabels présents sur les produits de consommation comme le poisson." Il serait également préférable de limiter l'usage de la voiture, en favorisant les transports en commun, et de mieux isoler les habitations pour en limiter les pertes énergétiques.

Les différents gouvernements devraient pour leur part favoriser les productions locales afin de rendre le pays moins dépendant des importations. Un autre élément fondamental serait de favoriser les énergies renouvelables dans le pays, tant pour la consommation des ménages que pour celle des entreprises. Une étude du WWF et d'Eneco publiée en avril dernier démontrait en effet que seulement 6% des subventions totales pour l'énergie avaient été attribuées aux économies d'énergie dans notre pays en 2010 alors "qu'une utilisation plus judicieuse des fonds publics pourrait permettre d'isoler jusqu'à 200.000 foyers et diminuer ainsi notre empreinte".

Voir la vidéo sur l' « Overshoot Day » : <https://www.youtube.com/watch?v=zMvpAz38qSo>

<sup>17</sup> <http://www.lalibre.be/actu/planete/la-belgique-cinquieme-empreinte-ecologique-mondiale-542a2d3535708a6d4d5a42bcttp://www.lalibre.be/actu/planete/la-belgique-cinquieme-empreinte-ecologique-mondiale-542a2d3535708a6d4d5a42bc>



## **Etape 4 : Répartition des réfugiés et personnes déplacées (immigration forcée)**

### Déroulement

Pour entamer cette phase, il est essentiel de définir les termes qui entourent les migrations et souvent utilisés à tort et à travers. Il faut rappeler la signification du mot « Migrant » : personne qui migre au sens large, quelqu'un qui quitte son pays pour s'établir dans un autre.

Voici les catégories de migrants concernés par la répartition qui nous occupe :

**Réfugiés (statut définitif)** : personnes individuellement menacées qui quittent leur pays pour fuir une guerre ou un régime politique et qui réclament la protection d'un autre pays que le leur. On peut en effet être menacé ou persécuté à cause de ses idées, de sa religion ou de sa nationalité, ou de son appartenance à un groupe social particulier (femmes, homosexuels, etc). Il y a en a 43 millions dans le monde. (+ réfugiés de guerre -> protection subsidiaire – statut revu tous les 5 ans)

**Personnes déplacées** : Personnes ou groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme pour en éviter les effets et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un Etat.

Attention ! On s'appelle **demandeur d'asile** tant qu'on n'a pas été reconnu comme réfugié.

Autres définitions utiles :

- **Apatride** : personne qu'aucun état ne reconnaît comme son ressortissant
- **Clandestin** : personne cachant son existence et présence aux autorités d'un pays
- **Débouté** : demandeur d'asile qui n'a pas été reconnu comme réfugié et de protection subsidiaire. Il doit quitter le pays au plus vite.
- **Illégaux** : migrants voyageant et s'installant dans un pays sans visa ni autorisation de séjour.

*Emigration* : déplacement du territoire d'origine / *Immigration* : établissement dans le nouveau pays

Les migrations déclenchent des phénomènes d'exclusion, diffusion de stéréotypes, harcèlement, discrimination, xénophobie, racisme. Cette étape du jeu permet de mieux comprendre la rencontre de l'autre.

**Question à poser aux participant.e.s avant la répartition des sacs à dos (voir tableau étape « réfugiés ») : qu'est-ce qui pousse les gens à partir?**

Migrations et déplacements = symptômes de défaillances humaines, besoins non rencontrés, difficultés économiques, environnements et climats hostiles.

A savoir: Conflits, instabilité politique, opinion politique dissidente, menaces physiques, conditions de travail, chômage, discrimination (sexe, race, classe, orientation sexuelle,...), changements

climatiques et conditions sanitaires.

*“Face à l’exode vers l’Europe des populations du Moyen-Orient fuyant la guerre par millions, certains accueillent ces migrants à bras ouverts quand d’autres les refusent complètement. Du fait de cette actualité brutale, les centaines de milliers d’Africains, traversant la Méditerranée en risquant la mort, sont estompés ou qualifiés de réfugiés économiques. Donc à renvoyer chez eux. Pourtant ne cherchent-ils pas à échapper eux aussi à la mort: là par dénuement? Leur pauvreté devenue misère en comparaison de l’opulence européenne, ne leur impose-t-elle pas cette migration pour sauver leur famille, pour simplement vivre?”<sup>18</sup>*

**Suite à la répartition des sacs à dos, voici des questions possibles :**

- Qu’est-ce que vous observez ?
- Ce sont les pays les plus proches des pays d’origine qui accueillent le plus. Pourquoi?

### Pistes théoriques

Migrant.e.s forcé.e.s viennent en Europe ? NON, ils-elles restent en fait en majorité sur leur continent et fuient rapidement vers régions à l’intérieur de leurs frontières ou vers pays limitrophes, d’où les camps « provisoires » qui se créent à mesure que les personnes arrivent. Les gens espèrent rentrer vite chez eux.

Actuellement, plus de 232 millions migrants internationaux au total. En outre, 740 millions de migrants internes. Cela représente au total presque 1 milliard de personnes en mouvement.<sup>19</sup>

75 à 90% des réfugié.e.s fuient vers d’autres régions à l’intérieur de leur pays ou dans un pays voisin. Ils-elles se trouvent donc principalement dans des pays du *Tiers-monde*, qui n’ont pas toujours la possibilité de les protéger. 40% émigrent dans un pays voisin. Parmi eux, les réfugié.e.s, dont deux tiers se trouvent en Asie et en Afrique. 86 % des réfugié.e.s (sur les 21,5 millions actuels) sont accueillis par des pays en développement.<sup>20</sup> En Belgique, seulement 10% des migrant.e.s sont en fait des personnes cherchant à obtenir le statut de réfugiés.

Les demandeur.se.s d’asile qui arrivent en Europe et USA ont un profil particulier : ils-elles ont réussi à passer outre les obstacles (noyade, asphyxie, arrestations, violences policières) et doivent avoir assez de moyens pour se fournir les papiers nécessaires, parfois des billets d’avion, etc. Ils essaient d’obtenir des vrais ou faux visas (tourisme, visa humanitaire, regroupement familial, visa de travail). Ce sont des personnes en suffisamment bonne santé, souvent instruites. En 2013, 30% des personnes migrant vers les pays membres de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) étaient diplômées de l’enseignement supérieur, et cette proportion est en augmentation rapide.<sup>21</sup>

Depuis 1951 (Convention de Genève) les Etats signataires se doivent d’accueillir et protéger. Contrairement à ce dont on a l’impression en Europe, notamment à travers beaucoup de messages

---

<sup>18</sup> AVP, Avril 2016, p34.

<sup>19</sup> Dossier pédagogique Amnesty 2016: [https://www.amnesty.be/IMG/pdf/dossier\\_pe\\_dagogique\\_migration\\_web.pdf](https://www.amnesty.be/IMG/pdf/dossier_pe_dagogique_migration_web.pdf)

<sup>20</sup> Dossier pédagogique Amnesty 2016

<sup>21</sup> <https://www.cire.be/sensibilisation/campagnes/prefugies/prejuge-2-on-ne-peut-pas-accueillir-toute-la-misere-du-monde>

médiatiques, elle n'accueille que 10% des migrants et elle pourrait pourtant faire mieux. Ca n'est pas juste question de budgets alloués, il y a aussi la peur de l'autre, la croyance d'une pression sur l'emploi, la menace sur l'identité nationale ou d'autres arguments politiques qui sont autant de barrières en faveur de l'exclusion.

La Belgique, pour sa part, a enregistré 17.213 demandes d'asile en 2014 et 35.476 en 2015. Une goutte d'eau dans l'océan, quand on sait que l'UE compte plus de 508 millions d'habitants, et la Belgique plus de 11 millions. Les chiffres plus généraux de l'immigration ne permettent pas non plus de parler d'invasion. En 2013, le nombre total d'étrangers arrivés en Belgique, quel que soit le motif de leur venue, était de 122 079, dont 63% étaient des citoyen.ne.s de l'UE.<sup>22</sup>

Une fois arrivé.e.s, beaucoup reçoivent un ordre de quitter le territoire. Le taux en Belgique de reconnaissance du statut de réfugié (= protection et séjour légal illimité) n'est que de 15 à 20%. 3 personnes sur 4 n'obtiennent pas ce statut. Une personne pas reconnue réfugiée (en prouvant les risques de persécutions) ou régularisée (attache au pays d'accueil, promesse d'embauche, raisons humanitaires, etc) peut repartir volontairement (c'est un cas rare) ou sera renvoyée de force. Le plus souvent, on devient un.e « sans-papier » dans la nature et donc à la merci de toutes formes d'exploitations, travail au noir, etc. La personne est dans le pays mais en situation irrégulière, dépourvue d'un titre de séjour en règle.

Une certaine immigration est cependant permise dans nos pays européens, voire encouragée, celle des travailleurs jeunes hautement qualifiés.

*“L'Allemagne avec 1,79 enfant par ménage est en déclin démographique. La production de ses richesses repose sur le salariat. Il lui faut importer une main d'oeuvre dont elle n'aura pas à assurer le soin les premières années et dont elle espère le départ avant la retraite.”<sup>23</sup> En décidant d'accepter l'arrivée d'un grand nombre de migrants souvent jeunes, bien formés et surtout prêts à accepter de bas salaires et des conditions de travail médiocres pour s'intégrer, Merkel montre clairement que c'est la puissance et la domination de l'Allemagne sur les autres pays européens, par le maintien des salaires inférieurs aux autres, qui sont privilégiés par son gouvernement.<sup>24</sup>*

Prenons l'exemple de l'immigration italienne en Belgique. Suite à la deuxième guerre mondiale, la Belgique est confrontée à un déficit charbonnier énorme qui entrave ses objectifs de reconstruction, la plupart des secteurs industriels ne pouvant satisfaire la demande par insuffisance de charbon. Cette situation résulte essentiellement d'une diminution de la main d'oeuvre employée dans le secteur, les Belges acceptant de moins en moins de descendre au fond de la mine. En juin 1946, la Belgique signe un protocole d'accord avec l'Italie qui prévoit l'envoi de 50 000 travailleurs italiens dans les mines belges en échange du droit à 200 kg de charbon par mineur et par jour, payés au prix plein à l'Italie (qui présentait alors un taux de chômage énorme).<sup>25</sup>

1956 et 1957 : la Belgique se tourne vers d'autres zones de recrutement et conclut de nouvelles conventions bilatérales, tout d'abord avec l'Espagne et ensuite la Grèce.

---

<sup>22</sup> <https://www.cire.be/sensibilisation/campagnes/prefugies/prejuge-1-on-est-envahis-par-les-migrants>

<sup>23</sup> Libération, 20/02/16. Cologne: une variation ethnique de la domination masculine.

<sup>24</sup> AVP, avril 2016, p35.

<sup>25</sup> Dossier Au tant/temps des migrations du CRIBW

1964 : Ce sera le tour du Maroc et de la Turquie. Les secteurs d'embauche se diversifient et les travailleurs immigrés trouvent de l'emploi dans d'autres secteurs économiques comme la métallurgie, la chimie, la construction et les transports.

Des chercheurs de l'OCDE ont récemment estimé que l'impact de l'immigration sur les finances de l'État belge était positif: 0,5% du produit intérieur brut (PIB). Quant à l'arrivée actuelle de nombreux.ses réfugié.e.s, la Banque nationale de Belgique estime qu'elle devrait générer, d'ici 2020, autant de revenus qu'elle aura entraîné de dépenses.<sup>26</sup> Pourtant, depuis 1999, l'approche globale de l'UE est de plus en plus agressive. Ces mesures de plus en plus restrictives sont dangereuses, car elles condamnent de nombreux.ses migrant.e.s à risquer leur vie pour atteindre leur destination et à y vivre ensuite sans papiers, dans la clandestinité. Elles sont aussi inefficaces, car migrer est un réflexe de survie profondément ancré dans notre humanité.

En juillet 2015, l'Europe s'engageait à relocaliser 160 000 demandeurs d'asile en deux ans. En février 2017, cet objectif était loin d'être atteint : seuls 13 270 demandeurs d'asiles ont été relocalisés. La Belgique n'a relocalisé que 177 demandeurs d'asile depuis la Grèce et 29 depuis l'Italie. Et elle s'apprête à revoir encore ses objectifs à la baisse, à l'instar de la Commission européenne. En conclusion, l'UE n'applique pas ses propres décisions. C'est pourquoi des citoyens rappellent Bruxelles à l'ordre.<sup>27</sup>

Ce que l'on sait peu, c'est que les migrant.e.s sont d'importants contributeurs financiers par le transfert d'argent vers leurs pays d'origine. Les montants ainsi envoyés sont bien plus élevés que les budgets de l'aide publique au développement. En 2014, au niveau mondial, l'aide publique au développement représentait 135 milliards de dollars, alors que les montants envoyés par les migrants vers leurs pays d'origine dépassaient 400 milliards de dollars. Sans compter qu'en Belgique, ces dernières années, les budgets de l'aide publique au développement ne cessent d'être rabetés.<sup>28</sup>

Comment pourrait-on réguler la situation ?

L'Europe et l'Amérique du Nord détiennent actuellement 67% des richesses mondiales, alors que l'Afrique n'en détient qu'1% et l'Amérique latine 3%, le reste étant réparti entre les pays d'Asie et du Pacifique. Face à cette inégalité criante, un constat s'impose: nos pays ont les moyens et la responsabilité de faire plus, et notamment d'ouvrir plus largement leurs portes aux migrants.<sup>29</sup>

Lire aussi le dossier de la campagne Justice migratoire (CNCD)

---

<sup>26</sup> <https://www.cire.be/sensibilisation/campagnes/prefugies/prejuge-5-les-migrants-sont-un-danger-pour-notre-economie>

<sup>27</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=e2nIThyURSg&feature=youtu.be>

<sup>28</sup> <https://www.cire.be/sensibilisation/campagnes/prefugies/prejuge-10-c-est-en-restant-chez-eux-qu-ils-developperont-leur-pays>

<sup>29</sup> <https://www.cire.be/sensibilisation/campagnes/prefugies/prejuge-2-on-ne-peut-pas-accueillir-toute-la-misere-du-monde>